

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 67 - VENDREDI 16 AVRIL 2010

LE MERLE MOQUEUR

Quelle blague, la vie : Arthur Rimbaud adulte ressemble à Charles de Gaulle.

AGENDA MILITANT

- **16 avril**
Paris «Moi» singulier et mouvement collectif
- **17 avril**
France Journée internationale des luttes paysannes
- Paris Rassemblement avec les travailleurs et travailleuses sans papiers en grève
→ **1 mai**
- France Marche des sans-papiers Paris-Nice
→ **3 mai**
- Bretagne Grève des chômeurs et des précaires
→ **4 mai**
- Ivry-sur-Seine Vénézuéla, 10 ans de révolution - Conquêtes et menaces
→ **8 mai**
- Paris La politique et l'événement

À LIRE SUR communistesunitaires.net

- PCF
- Lettre ouverte aux habitants de Nanterre
→ Communistes
- Carte blanche
- Au mouvement de chômeurs et de précaires
→ A l'OMOS - 2

J'achète, tu achètes... nous nous vendons!

Il y a matière à réflexions avec cette histoire de Ségolène Royal qui dépose à l'INPI (Institut national de la propriété industrielle) le concept d'Université Populaire.

Ma première réaction a été la colère et la consternation devant cet acte d'accaparement d'une appellation qui appartient au patrimoine français du monde de l'éducation populaire. Déposer cette dénomination, c'est confisquer une partie de l'héritage culturel de notre pays au profit d'un petit nombre. C'est aussi faire obstacle à une liberté qui conditionne l'action des associations d'éducation populaire.

Il y a des centaines d'Universités populaires en France. Pas une ne ressemble à l'autre. Ce sont les adhérents et/ou les responsables des UP qui définissent leurs objectifs, leurs moyens d'action, leur mode de fonctionnement. Cette liberté et cette autonomie des UP donnent une très grande diversité, laisse de la place à un grand pluralisme.

Devant les réactions du monde des UP, Ségolène Royal a retiré sa demande à l'INPI. Mais le secrétaire général de «Désir d'avenir», Kamel Chibli, a posté un message sur mon blog me proposant de m'associer à une démarche pour protéger le concept «université populaire». Le problème reste donc le même : de quel droit l'un ou l'une d'entre nous, ou une partie d'entre nous autoriserait ou pas l'utilisation du sigle ?

«Cette affaire» révèle une conception de la vie en société : vouloir régler par le marché, par le juridique, ce qui devrait se régler par le débat public et la coopération. Une marchandisation de la culture et de toute chose qui traduit une conception du vivre ensemble à partir de rapports de propriété. Car Ségolène Royal a aussi déposé l'appellation «Fête de la Fraternité», «ordre juste», «université populaire participative»... Une façon administrative de régler un différent entre elle et Vincent Peillon sur un leadership sur le courant politique «l'espoir à gauche». Ce ne serait plus les militants, les adhérents qui décident mais les juges ou les registres du commerce !

Voilà qui montre tout le chemin que nous avons à parcourir pour une société qui ne marchandise pas tout, pour allier conception de l'avenir et action immédiate, volonté démocratique et bornes administratives... Car cette conception marchande des mots est partagée au-delà de Ségolène Royal. Le Parti de gauche, via un mandataire, détiendrait la marque «Front de gauche» déposée à l'INPI sous le numéro 3667173.

J'ai vérifié aussi, la marque «les communistes unitaires» est déposée, mais pas l'Association des Communistes Unitaires, ni «Cerises». Alors, on se vend en achetant ?

● PATRICE LECLERC

Patrice Leclerc est secrétaire de l'Université Populaire des Hauts-de-Seine.
Voir sur www.patrice-leclerc.org

Quelques étincelles pour un front différent

L'enjeu de l'unité et la question de la nature et des formes de l'action politique taraudent toutes les forces de la gauche de transformation sociale et écologique.

Les trois composantes du Front de gauche ont confirmé leurs intentions de lui donner une suite, mais à côté des textes adoptés par leurs instances respectives, le torchon brûle (déjà) concernant la candidature à l'élection présidentielle de 2012. De leur côté, le NPA et Europe Ecologie sont aussi traversés par de sérieux questionnements stratégiques. Successivement, le conseil national du PCF (les 27 et 28 mars), celui du Parti de gauche et celui de Gauche unitaire (les 10 et 11 avril) ont fait leur bilan de la séquence électorale et débattu des suites. Les trois mettent en avant l'installation du Front de gauche dans le paysage politique et valorisent les résultats obtenus : il ne faut pas dire que ces résultats ont en réalité été décevants pour ceux qui espéraient qu'une poussée de la gauche pourrait bénéficier à la gauche antilibérale !

Cependant, ne forçons pas le trait : aucun discours n'en rajoute beaucoup sur les scores du Front de gauche.

Dépasser le statut de cartel de partis ?

Pour la suite, le PCF estime que « si notre démarche de rassemblement sur un nouveau projet politique ne prenait pas un élan nouveau, le risque serait sérieux de voir les besoins, les attentes, les potentiels de changement buter durablement sur les insuffisances des réponses politiques à gauche ». Ainsi, « Il n'est donc pas question de seulement poursuivre le Front de gauche en l'élargissant comme nous

L'une des pierres angulaires du débat sur la dynamique à construire porte sur le « qui décide ? » : les partis seuls, quitte à ce qu'ils fassent valider leurs choix par les militants, ou les forces et les citoyens qui le souhaitent ?

l'avons dit et tenté de le faire, avec des premiers résultats, après l'élection européenne. Face aux enjeux de la période, il nous faut construire un Front de gauche d'une nouvelle dimension, un Front social et intellectuel d'actions

et de projets, un Front populaire pour une alternative à gauche (...) ».

Le PG, lui, estime nécessaire de « dépasser le statut de simple cartel électoral » du Front de gauche. Dans une adresse aux organisations de la gauche de transformation, il souligne : « Notre horizon n'est pas seulement notre propre développement [du PG] mais la naissance d'une force politique nouvelle de rassemblement », puis : « Nous voulons transformer avec vous le Front de gauche en un rassemblement large de toute l'autre gauche (...). C'est pourquoi nous proposons aux Alternatifs, au M'PEP, au PCOF, à R&S et à Alternative citoyenne, aux camarades du NPA et de la FASE (...) de construire ensemble ce Front de gauche renouvelé et élargi ». On note que le Parti de gauche cite les partenaires possibles. Jean-Luc Mélenchon a précisé dans *Libération* : « Il faut se préparer à gouverner avec une implication populaire forte. Il faut donc transformer le Front de gauche en un fait de société ». Et de proposer la mise en place d'une « assemblée permanente du Front de gauche ». Il porte l'idée d'un « gouvernement du Front de gauche », à propos de laquelle il est sans doute utile de distinguer la posture (se mettre dans la situation de celui qui pourrait gouverner) ●●●

●●● et (tout de même) un certain réalisme pour le court terme. Sur ce point, le PCF manifestera évidemment une différence de point de vue : pas de majorité possible à gauche sans rassemblement avec le PS et Europe-Ecologie. Enfin, Jean-Luc Mélenchon évoque sa candidature à la candidature pour l'élection présidentielle : « *Quand au mythe de la personnalité consensuelle, quel aveu d'échec ce serait ! Ce n'est pas avec une personnalité associative ou syndicale sortie du chapeau qu'on va pouvoir crédibiliser une révolution citoyenne ! Le candidat doit être aguerrri à la lutte politique. Le PCF et le Parti de gauche doivent proposer ensemble une candidature aux militants du Front de gauche qui diront s'ils acceptent ou non* ».

De son côté, Gauche unitaire estime que le Front de gauche est « *désormais une réalité incontournable que doivent prendre en compte toutes les organisations, courants ou individus qui voudraient agir pour que la gauche redevienne la gauche* », avant de citer les secteurs, militants et composantes appelés à y participer. Cependant, Gauche unitaire propose aussi de constituer un front politique et social, dans les luttes, et d'organiser des Assises du Front de gauche d'ici à la fin de l'année 2010 pour préparer l'alternative politique. En fait, le débat sur le processus à élaborer est embryonnaire, avec en filigrane cette pierre angulaire : qui décide (les partis seuls, quitte à ce qu'ils fassent valider leurs choix par les militants ? les forces et les citoyens participant aussi bien à la réflexion sur le projet qu'à la construction politique elle-même ?) ? Comment marquer, le cas échéant, l'évolution de la nature et de la forme du front ? A côté des pas des uns et des autres, en particulier sur la nature du Front – comment le rendre populaire, comment faire qu'il ne soit pas seulement un cartel, comment lui donner un second souffle en le reliant aux luttes –, les arrières pensées et les propos acerbes sont légions. Ainsi Patrice Bessac vient-il de répondre au président du Parti de gauche dans *Libération* : « Le

● Fédérer qui et pour quoi ?

● Dans une lettre rendue publique le 11 avril, Cécile Dufлот formule ses propositions pour la suite du rassemblement engagé par Europe-Ecologie. Convaincue que les écologistes ont « *les moyens de mettre en œuvre une écologie de transformation* », elle souligne le besoin de passer « *du rassemblement par le haut au rassemblement par le bas* ». Cependant, elle évoque les « nombreuses déceptions quant à la capacité à inventer un nouveau modèle » pour l'action politique, citant les Collectifs unitaires antilibéraux (CUAL), en oubliant les raisons de l'échec de la candidature unitaire de 2007. Elle propose en fait d'articuler l'existence d'un parti (le parti des Verts, transformé) et un réseau informel ouvert à toutes et tous. Une « *Fondation de l'écologie politique, dégagée des logiques partisans* » aurait vocation à réunir tous les écologistes, « *de Nicolas Hulot aux partisans de la décroissance* ». La secrétaire nationale des Verts prend à son compte l'idée de « *fédérer* » ceux qui ne veulent pas s'encarter dans un parti. Elle revendique de « *construire une formation de l'écologie à vocation majoritaire* », une écologie « *creuset du projet de transformation sociale* » permettant « *d'ouvrir une véritable perspective à celles et ceux qui constatent la décrue et le renoncement à la social-démocratie ou l'impossible réanimation d'une utopie communiste morte autant de ses emballements que de ses trahisons* » : une sorte de « *ni gauche, ni gauche* » ? Ainsi l'idée de fédérer recouvre pour elle l'idée de rassembler les écologistes quels que soient leurs points de vue par rapport au libéralisme, tandis qu'elle est pour la Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE) la volonté de confronter et métisser des cultures et des expériences militantes différentes (écologiste, communistes, libertaires, autogestionnaires, trotskystes, associatives, syndicales...) mais ayant notamment comme fond commun une ferme critique du capitalisme. A l'heure où ces lignes étaient écrites, un sondage indiquait que sept citoyens sur 10 considèrent que le capitalisme évoque « *quelque chose de négatif* ». ● GILLES ALFONSI

Front de gauche n'est pas une autocratie dans laquelle un ou deux individus décident pour les militants. » Et d'évoquer, en contre-feux à la candidature de Jean-Luc Mélenchon, « *une candidature marquante du mouvement social, tout aussi légitime* ». De son côté, le président du PG avait précédemment évoqué Pierre Laurent en termes secs : « *Il n'a pas surmonté les difficultés, ni su faire les gestes nécessaires* » lors des élections régionales, en Ile-de-France.

Pour envisager son propre dépassement, il faudrait d'abord que le Front de gauche se réunisse, ce qui n'a pas été le cas depuis le second tour des élections régionales. Sur ce point, *L'Humanité* du 15 avril rapporte que Pierre Laurent vient de proposer une « *réunion au sommet* » des composantes du Front, proposition immédiatement acceptée par le Parti de gauche. La question de sortir du spectacle des dernières semaines – affrontements par mé- ●●●

●●● dias interposés, qui indiffèrent les citoyens et lassent les militants – et de remettre en place des rapports de coopération est devenue un enjeu de crédibilité. Surtout, il faudrait discuter avec les forces potentiellement concernées, et pas seulement au travers de rencontres au sommet. Dès à présent, la méthode choisie pour dialoguer exprimera le degré d'ouverture envisagé. En attendant, le conseil national du PCF lancera le 24 avril la préparation de son congrès prévu en juin, qui suscite déjà des remous sur l'impossibilité d'une préparation sérieuse dans un délai aussi rapproché, sur fond d'annonce du prochain départ collectif des Unitaires et de pression des orthodoxes pour une candidature... orthodoxe en 2012. Et le PG va nécessairement s'attacher dans les prochains mois à conforter sa vocation de «parti creuset».

Le NPA : sans regret ?

La direction du NPA n'a pris aucun tournant sur les questions stratégiques lors de sa réunion des 27 et 28 mars. Abordant les causes d'un «score décevant», elle s'est contentée d'évoquer «des difficultés de notre positionnement politique pour l'unité mais également pour l'indépendance vis-à-vis du PS». Et de souligner le caractère néfaste des divisions internes. La demande du courant unitaire Convergence et Alternative d'un bilan sérieux de la séquence et d'une réflexion sur le projet du NPA, sans attendre le congrès de novembre prochain, est restée sans suite, même si du côté des militants, le débat s'impose. Rien de neuf du côté de la direction pour le moment, si ce n'est que des militants la quittent et parfois quittent le parti lui-même, tel Raoul Marc-Jennar la semaine passée. Enfin, un débat sur la stratégie d'Europe Ecologie s'annonce avec la réponse de Cécile Duflot aux propositions de Daniel Cohn-Bendit (lire l'encadré). Face aux propositions de la secrétaire nationale des Verts, réponse sèche de DCB, en substance : l'avenir n'appartient pas qu'aux Verts. Le débat se poursuit parmi les autres

forces de la gauche de transformation, telle la Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE) : faut-il intégrer, élargir ou dépasser le Front de gauche ? Avec qui, et comment ? Plus largement, comment relancer une dynamique d'élaboration d'un projet de transformation sociale et écologique ? Comment nourrir la participation directe des forces sociales et citoyennes à la construction d'une alternative politique ? Est-il cependant permis de constater que le tournant pris par les débats au sein des différentes forces conforte les intuitions initiales que la

Fédération s'efforce de porter tant concernant la nature du projet à construire que l'invention de forme nouvelle de l'implication politique ?

● **GILLES ALFONSI**

Cerises est édité par
les Communistes unitaires
contact.cerises@gmail.com

Noyau : Gilles Alfonsi
Queues de Cerises : Philippe Stierlin,
Roger Martelli, Catherine Tricot,
Arnaud Viviant.



Faites passer les Cerises !
Invitez vos collègues, vos amis
et toute la famille à recevoir *Cerises*
en écrivant aux griottes.
contact.cerises@gmail.com

Ils recevront l'hebdo dès le 7 mai
(Pause les 23 et 30 avril)

Nouveau départ

Lors de la réunion du 26 mars dernier («Que faire ? Autre chose ? Autrement ?»), un texte destiné à réunir dans un acte commun ceux qui ont décidé dans la période récente et ceux qui décident aujourd'hui de quitter le PCF avait été diffusé, avec l'objectif qu'il soit revu, amendé, avant d'être proposé à la signature à partir du 15 avril. Voici ci-dessous le résultat du travail mené depuis avec ceux qui se sont portés volontaires, à partir des propositions parvenues, étant entendu que la vocation de ce texte est d'indiquer le sens général d'un choix, d'une démarche, et non bien sûr de synthétiser tous les points de vue (qui s'expriment de multiples façons).

Une page se tourne, celle de notre adhésion au Parti communiste français. Ce choix de le quitter coûte à chacun d'entre nous. Nous ne regrettons pas d'en avoir été membres. Nous le quittons car ce qu'il est devenu ne concrétise plus ce qui nous motive : **proposer des réponses émancipatrices pour notre siècle, susciter la participation de tous à cette création, à ces combats politiques.** Nous sommes communistes mais nous quittons le PCF. Bien d'autres avant nous ont fait ce choix. Le plus souvent, ils l'ont fait individuellement, silencieusement. Nous le faisons collectivement parce que nous avons toujours un désir de politique, une volonté d'agir en commun pour l'émancipation.

Notre démission est un nouveau départ.

Nous voulons revisiter le communisme, au moment où le PCF se déchire pour savoir s'il va « muter », se « métamorphoser » ou se « transformer », alors qu'il se maintient dans ses conceptions anciennes autant que dans sa forme hiérarchique. Force est de constater que la culture du Parti de 1920 est restée indépassable.

Il est devenu absurde et insupportable de voir stigmatisée la diversité. Loin de construire l'unité des communistes, la direction du Parti a nourri le désarroi et les divisions ; elle gâche d'immenses énergies militantes. Les pratiques de mise à l'écart qui ont resurgi depuis 2007 sont autant d'invitations à partir : quand bien même nous voudrions rester membres du PCF, nous en sommes de fait évincés, comme d'autres l'ont été avant nous.

Le sens des responsabilités historiques a laissé la place au maintien d'un appareil hérité de l'histoire. Faute de renouvellement, le Parti communiste s'est replié sur lui-même ; sa cohérence est aujourd'hui faite de souvenirs et son poids dans l'espace public est marginal. Résultat : il ne propose plus de perspective pour notre société.

Le vieux schéma de la prise du pouvoir commandait une idée du parti : avant-garde éclairant les masses puis dirigeant en leur nom. C'est devenu insupportable au plus grand nombre. Marx avait raison : « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* ». Il faut inventer l'organisation en cohérence avec cette visée.

En matière d'union, la direction du PCF s'accroche dans les actes à la forme du cartel pour imposer une hégémonie défunte. D'où l'étroitesse qui bride l'essor du Front de gau-

che, en contradiction avec l'objectif sans cesse énoncé de favoriser l'appropriation de la politique, des savoirs et des pouvoirs par toutes et tous. On invoque un « nouveau Front populaire », mais au-delà des mots où sont les audaces unitaires communistes qui permirent 1936 ? Or, sans audace, le rassemblement ne peut pas être à la hauteur. **Il est urgent de construire une alternative.** La crise du système capitaliste s'étend en Europe et dans le monde. Au lieu de renforcer les protections sociales, les politiques néolibérales, totalement formatées, brisent les solidarités, cassent les services publics, généralisent les précarités, renforcent le productivisme, s'attaquent à la nature et au vivant, nuisent au climat et produisent une société inégale et sécuritaire. Une oligarchie prend le contrôle de tous les pouvoirs contre la démocratie et le progrès social partagé. Les rapports sociaux sont d'une grande violence. La dignité de chacun, la vie même sont menacées.

Il faut une nouvelle audace politique pour s'opposer à ce rouleau compresseur. Nous relevons le défi et voulons le faire avec d'autres.

Nous voulons reconstruire dans les conditions d'aujourd'hui l'alliance de la radicalité théorique et pratique avec l'immersion dans la société. Cette alchimie a permis des luttes victorieuses, d'élargir la démocratie aux classes populaires, de faire bouger la société, de créer des espaces émancipés de la domination du marché.

Cette révolution démocratique est en gestation.

Elle est « déjà là » dans nombre de luttes, de mouvements, de modes de vie, d'expressions culturelles, sans que ceux-ci ne trouvent le chemin de leur explicitation politique.

Cette société post-capitaliste, nous la reconnaissons dans l'implication professionnelle malgré l'arbitraire hiérarchique au travail, dans la volonté soutenue de participation et de maîtrise des choix, la vitalité de l'économie sociale et solidaire, la montée des exigences écologiques et des mobilisations pour les biens communs, l'extension des domaines de luttes, le dynamisme des associations, le développement des réseaux sociaux, la création artistique et culturelle, les potentialités ouvertes par les avancées des sciences et des techniques, les nouveaux champs de la gratuité, la créativité des combats féministes et sociétaux, des luttes post-coloniales... Une autre société se cherche et s'invente au quotidien. Il lui manque de la ●●●

●●● force, de la visibilité, de la mise en relation entre toutes ces expériences ; il manque une proposition politique qui les reconnaisse pleinement pour inventer un nouveau monde.

Nous voulons travailler à l'émergence d'un mouvement politique pluraliste qui saura porter le combat pour l'égalité et pour l'intérêt commun sur tous les terrains : celui du partage des richesses et du pouvoir, celui du travail et de ses statuts, mais aussi ceux de la ville, des migrations, de la valorisation des diversités, de l'écologie et de la construction d'autres rapports Nord - Sud.

Nous voulons redonner toute sa vigueur au combat pour la liberté, contre une pratique du pouvoir de plus en plus autoritaire. L'idéal de liberté est mis en cause par l'utilitarisme qui prévaut à l'école, par les politiques sécuritaires, par la mise au pas de la justice, par la casse des politiques culturelles, par des médias étouffés politiquement et financièrement, par la mise sous surveillance d'Internet, mais aussi par les réformes institutionnelles, dont celle destinée à mettre au pas les collectivités locales.

Nous voulons contribuer à politiser des enjeux neufs pour trouver des réponses démocratiques : accès et financement de la santé, de l'école et de la culture, émergence d'un droit international, place des nanotechnologies, propriété du vivant, protection de la nature, nouveaux temps de la vie...

Pour faire face à ces défis, la situation nécessite de rassembler politiquement les classes populaires, la jeunesse, les intellectuels et les artistes, les syndicalistes, les associations et les militants des quartiers, et tous ceux qui aujourd'hui regardent avec méfiance – avec défiance – la politique. Nous voulons, avec eux, faire de la politique qui dépasse la contradiction représentées / représentants ; qui réduise l'écart entre le social et tous les pouvoirs. L'ampleur de l'abstention commande de ne pas continuer la politique telle qu'elle se fait aujourd'hui.

Nous voulons trouver une nouvelle dynamique pour la gauche d'alternative, une dynamique capable de contester la domination du social-libéralisme sur la gauche. Cela suppose de dépasser les limites du Front de gauche par une nouvelle dynamique populaire ouverte à toutes les forces et à tous les citoyens.

Ce que nous voulons, nous pouvons l'élaborer à travers le partage réfléchi des pratiques, l'invention expérimentale d'un mode d'organisation et la contribution au pluralisme d'une vraie gauche.

Partage réfléchi des pratiques. Le « nouveau communisme » partira d'enjeux criants de dépassement du capitalisme - nouveaux droits des salariés dans les entreprises et les services, nouveau type de développement, nouvelles politiques de la ville et du territoire, nouveaux cahiers des charges de l'information et du débat d'idées... –, engager des initiatives, échanger les expériences, pousser la réflexion théorique, apprendre ensemble. Il s'agit de faire germer un mouvement associatif de subversion politico-sociale enraciné dans le local pour mieux changer le global.

Invention expérimentale d'un mode d'organisation. Il s'agit de faire vivre une forme neuve d'organisation, entièrement

aux mains de ses acteurs, de centrer sans cesse l'activité sur les chantiers de la transformation sans rien sous-estimer pour autant de la politique institutionnelle ni des formes d'intervention qu'elle exige, mais toujours avec une ambition transformatrice et sous contrôle du mouvement associatif lui-même.

Contribution au pluralisme d'une vraie gauche. Une crise inouïe, partout des colères, et à gauche c'est le social-libéralisme qui domine ! Il faut que ça bouge. Beaucoup ne nous ont pas attendus, mais dans un pluralisme émiété. D'où un impératif : nouer pour l'action des dialogues exigeants et sincères avec toutes les forces de vrai changement : écologiques, trotskistes, alternatives, associatives, militances de quartier, et d'autres, pour apprendre les uns des autres, concerter les initiatives, revigorer le goût de la politique, lancer une dynamique de la gauche transformatrice.

Notre décision est une mise en disponibilité pour travailler avec tous ceux qui le souhaitent, dans un large spectre, notamment bien sûr celles et ceux qui resteront adhérents du Parti communiste, pour que la politique apporte de nouveau des réponses alternatives et un espoir.

La crise politique et institutionnelle doit être prise comme une « obligation » d'invention ; la visée d'un autre monde est à construire avec toutes celles et tous ceux qui cherchent à se mettre en rupture avec le capitalisme et toute société fondée sur des rapports de domination. Face à la multiplication de lieux séparés, qui témoigne aussi de la crise politique et de la perte d'espérance, nous voulons travailler à la convergence d'associations, de journaux, d'organisations politiques, de militants.

Nous proposons un rendez-vous à tous les communistes, dès juin, pour des initiatives du type « forums du communisme », en lien, entre autres, avec l'Association des communistes unitaires.

Nous nous engageons à être acteurs, notamment avec la Fédération pour une alternative sociale et écologique, des initiatives qui contribueront à des avancées vers un nouveau projet et vers la création d'une force de transformation sociale et écologique. Nous proposons d'engager avec tous ceux qui le souhaiteront et toutes les forces qui le voudront un large processus du type « Etats généraux de la transformation sociale et écologique ».

Appel à signatures

Pour vous joindre à ce texte, merci d'envoyer vos nom, prénom, ville, département, responsabilités et qualités (si vous le souhaitez), ainsi que vos coordonnées (mail, téléphone et adresse postale) à :
nouveaudepart@caramail.com

Merci de contribuer à la diffusion de ce texte.

La liste des signataires sera rendue publique dans la deuxième quinzaine de mai.

Hippolyte, Gustave et Théodule...

Charles de Gaulle, le 25 septembre 1963 :
 « *L'essentiel pour moi, ce n'est pas ce que peuvent penser le comité Gustave, le comité Théodule ou le comité Hippolyte, c'est ce que veut le pays.* »

Lu sur le blog de Jean-Luc Mélenchon :
 « *Pour ma part je m'en tiens à la question suivante : quoi à part le Front de gauche ? L'ambiance mortifère des comités Théodule. Bon appétit !* »

Qu'on lise les documents émanant du conseil national du Parti de gauche ou ceux de l'OPNI(1) Gauche unitaire, la cause est entendue : le score de la droite aux élections régionales « délégitime le pouvoir » (Gustave). Mieux encore pour Hippolyte : « Sarkozy et son gouvernement en sortent illégitimes ».

Une chose est de constater que le pouvoir perd en légitimité au moment où il s'apprête à appliquer, comme dans le reste de l'Europe, les recettes d'austérité visant à faire payer la crise aux plus défavorisés pour en tirer la conclusion que les combats sociaux, politiques et citoyens sont donc devant nous (2); une autre est de laisser croire que le rapport des forces a basculé au profit du peuple.

Autre cause entendue : « la tentative d'aboutir à une bipolarisation de la vie publique [...] se retrouve en grande difficulté », « le parti socialiste ne dispose plus de l'hégémonie dont il a longtemps joui sur la gauche » (Gustave) ; « le Front de gauche a donc un rôle primordial dans la période à venir », ajoute Hippolyte.

Pour reprendre les propos de Roger Martelli, il est plus raisonnable de constater que *si les institutions fonctionnent de plus en plus au bipartisme, celui-ci ne répond pas aux attentes. Se fixer l'objectif d'en rompre les effets à gauche n'est pas un rêve abstrait. Encore faut-il créer les conditions politiques pour passer de la virtualité de l'alternative à sa réalité.*

D'autant que Gustave se croit autorisé à affirmer : « Europe-Ecologie et le Front de gauche sont les deux nouvelles réalités de la scène politique », oubliant au passage et l'ampleur de l'abstention et le résultat réel en nombre d'élus. Pour citer une fois encore Martelli : *En 1986, le PCF avait 155 élus et les écologistes se contentaient de 6 ; en 2004, le PCF et ses alliés avaient encore 192 sièges pour 158 aux Verts ; en 2010, le rapport est plus qu'inversé : 261 sièges pour Europe Écologie contre 127 pour le PCF et ses alliés.*

Lisant les déclarations d'auto-satisfaction des Gustave ou des Hippolyte sur le fait que le FDG est devenu « la troisième composante de la gauche », j'ai envie de répéter ce que dit mon fils adolescent : ça fait pitié !

Quand à l'ouverture du Front de gauche, Hippolyte et Gustave ont bien conscience qu'il faut « dépasser le statut de simple cartel électoral » mais pas au point d'abandonner leur statut de « polarisateur » autour desquels peuvent converger des individus voire (Gustave) des « partenaires qui partageraient cette perspective » dessinée par eux... Et pourquoi pas (Hippolyte) « susciter en son sein des fronts thématiques » pourvu qu'on laisse à ceux qui sont « aguerris à la lutte politique », la direction des opérations.

Une telle perspective n'exclut pas les frictions internes entre les deux composantes réelles du Front de gauche :

- le PG se voulant le parti-creuset ; ce que semble confirmer son acte de propriété de la marque « Front de gauche ».
- le PCF revendiquant son rôle central par son antériorité et son nombre d'élus locaux.

Bref, comme disait ma grand-mère, « Avec un tel attelage, on n'est pas rendu ! »

● GILLES BOITTE, 13 AVRIL 2010.

(1) Objet Politique Non Identifiable

(2) Faire front pour ouvrir l'espoir à gauche

Confitures et déconfitures

LES REMPARTS DE VARSOVIE

Chanson satyrique
Musique de Jacques Brel



*Le pape promène sa robe sur les remparts de Varsovie
Le pape promène sa tiare sur les bobards de ses chéris
Le pape cache au bon peuple des salopards de montre-zizi
Le pape promène son ombre sur tous ses touche-pipi
Je trouve le pape bien dégourdi*

Tandis que moi, je lui claque la bise
Dans cette chronique de Cerises

*Le pape tait son passé de déguisé en jeune nazi
Le pape a bien servi à ses débuts en Germanie!
Le pape a des ratés, il est urbi et estourbi
Le pape pointe-t-il dans des pince-fesses en Italie?
Je trouve le pape Berlusconi*

Tandis que moi, je mise sur la crise
Dans les chroniques de Cerises

*Le pape a dit: Des jumeaux! c'est du tout bon pour la Pologne
Le pape a dit: Ces Kaczynski, j'les ai frottés à l'eau de Cologne
Le pape ourdit: Ces deux zozos, priez-les donc sans vergogne
Le pape maudit: La capote n'est pas pour les vrais hommes
Bouh! ces vilains gays qui vont avec tous ces bonhommes
Le pape médit: L'IVG, n'est pas ce qu'il faut pour nos madones
Car vivent les femmes quand elles ne sont que des bobonnes*

Tandis que moi, je pique une crise
Dans cette chronique de Cerises

*Le pape devise: Un Walesa cèti pas mieux qu'un Jean Ferrat?
Le pape courtise: Des plus béats je vais vous faire des choux-gras
Le pape révisé: Ce Williamson, il est bien fait de sa personne
Le pape avise: Un Kaczynski suffira bien pour ma besogne
Le pape les brise: Ces Polonais, va pas falloir qu'ils grognent!
Même des cathos le pape met en rogne*

Tandis qu'ici, je me maîtrise
Dans cette chronique de Cerises

*Jaru maniait le pouvoir à l'épaisseur des hauts-gradés
Jaru menait le Parti dans une splendeur de sclérosés
Jaru avait la main sur les différents corps d'armée
Jaru menait le Parti bien à l'abri des salariés
J'trouvais Jaru glacé*

Tandis que moi, qu'qu'en dise
Je porte cette valise même dans Cerises

*Jaru filait aux Russes comme on donnerait à un huissier
Jaru cachait Staline et son massacre de Katyn
Jaru portait lunettes qu'il voulait bien nous voir porter
Jaru prenait le grisé pour Ah! le bon vieux temps passé
Jaru filait perpette et attachait les libertés
J'trouvais Jaru plombé*

Tandis qu'ici, je totalise
Dans cette chronique de Cerises

*Jaru s'agenouille sous un rempart de Varsovie
Le pape bafouille sous les remparts de toute sa vie.*

● PHILIPPE STIERLIN